

Culture. Plus de 400 manifestants en marche

Jean-Marc Le Droff

La déclinaison brestoise de l'appel national à la « Marche pour la culture » a été suivie, samedi après-midi, par plus de 400 personnes venues témoigner leur soutien et leur attachement au secteur culturel, touché depuis de nombreuses années par des baisses budgétaires.

« Les chiffres, on leur fait dire n'importe quoi ! Il faut se serrer les coudes ! ». Tel était le leitmotiv de la manifestation qui a rassemblé plus de 400 personnes, samedi, en bas de la place de la Liberté.



Pendant 17 minutes, samedi, simples citoyens, intermittents, responsables et personnels de structures culturelles publiques et privées, syndicalistes, ou encore élus ont défilé autour du square Mathon pour symboliser les « 20 km d'autoroute que représentent les économies sur le budget de la culture ».

« Tous les métiers de la culture sont concernés »

« Au même titre que des villes comme Paris, Rennes ou Nantes, il est normal qu'une ville telle que Brest, dont le réseau culturel est extrêmement soudé et cohérent, organise sa propre marche pour la culture. Au-delà de questions financières, il s'agit avant tout de rappeler l'importance de la culture pour les citoyens », a déclaré Matthieu Banvillet, le directeur du Quartz.

« On parle beaucoup des intermit-

tents, mais ce sont bien tous les métiers de la culture qui sont concernés et il est important de ne pas rester entre nous », a, quant à lui, souligné Claude Morizur, codirecteur du Fourneau. « S'il y a un secteur en plein développement au niveau économique, c'est bien celui de la culture. Ce n'est pas le moment de le fragiliser par des mesures illogiques, a-t-il ajouté. Même si nous sommes plutôt épargnés à Brest, grâce aux politiques locales, la baisse des dotations globales de l'État vers les collectivités est très inquiétante pour un secteur comme le nôtre ».

« Loïn d'être des fainéants »

« Je suis aussi là en tant que citoyen, car il s'agit d'un sujet qui concerne tout le monde », a, pour sa part, expliqué Patrice Coum, le directeur du Mac Orlan. « On sait que le secteur culturel est essentiel au vivre-ensem-

ble, et les professionnels du spectacle permettent d'apporter cette richesse. Je travaille tous les jours avec eux, et ce sont loin d'être des fainéants : ils ne comptent pas leurs heures. En attaquant ces travailleurs, c'est une partie du service public que l'on attaque ».

« Je vais souvent aux spectacles, et je sais que les intermittents travaillent énormément », appuyait ce jeune père de famille.

« Un secteur générateur d'emplois »

« Pour 1 € investi dans la culture, ce sont 4 à 8 € de retombées économiques », pouvait-on par ailleurs lire dans un communiqué des principaux acteurs de la mobilisation, qui souhaitent que le ministère étudie des solutions alternatives proposées par le comité de suivi.

Pour Jacques Guérin, le patron de

Quai Ouest Musiques, « les métiers de la culture sont de vrais métiers, qu'il faut préserver. Il s'agit d'un secteur générateur d'emplois, et c'est important que les gens qui embauchent les intermittents, dont je fais partie, soient partie prenante dans ce type d'action ».

Nombreux soutiens politiques

Également présente au milieu d'autres élus, la députée Chantal Guitet, qui a écrit au ministre du Travail en concertation avec six autres députées, s'est dite « très inquiète pour le rayonnement culturel de la France ». Dans un communiqué, Marie-Thérèse Guyomarc'h et Quentin Marchand, du Parti de gauche, ont estimé que « la suppression des régimes spécifiques touche tous les intérimaires et les intermittents du spectacle. En réduisant les droits des intermittents du spectacle, la convention fragilise la

profession des artistes et la diversité culturelle. Ce qui est ainsi mis en danger c'est la création ».

Éric Le Lan, porte-parole de Sud Culture dans le département, a, quant à lui, déclaré que « les propositions actuelles sont dans la droite ligne de l'idée que ce sont les entreprises qui doivent être aidées par moins de "contraintes" sur les emplois - parallèlement à une mise en concurrence des travailleurs -, et que les précaires sont des profiteurs voire des fraudeurs. Nous ne pouvons pas laisser cette idéologie se propager sans réagir ».

« Qu'il s'agisse de la défense du budget de la culture, du démantèlement des Drac (Directions régionales des affaires culturelles, NDLR) ou de notre régime d'assurance chômage, on ne compte pas en rester là : la lutte continue ! », ont déclaré des intermittents du Collectif Arts 29.

UDB. « Les discriminations homophobes sont un délit, pas une opinion »

À l'occasion de la journée de lutte contre l'homophobie, les élus UDB (Union démocratique bretonne) du pays de Brest rappellent dans un communiqué que « les discriminations sont des délits, pas des opinions » et évoquent « la mise en route d'une réflexion collective sur le territoire en vue de la création d'un lieu d'accueil et de prise en charge des personnes en souffrance ».

« L'affaire de tous »

« La journée mondiale de lutte contre l'homophobie est l'affaire de

tous les acteurs de la société civile, et pas seulement celle des associations LGBT (Lesbiennes, gays, bi et trans) en France. Elle concerne les syndicats, les employeurs, les entreprises privées, les administrations publiques, les institutions, les associations d'éducation populaire... C'est un appel à combattre les préjugés et un rappel de la loi : les 18 discriminations ciblées par la loi sont des délits, non des opinions ». Et d'ajouter qu'il faut « une reconnaissance sociale des réalités vécues par les personnes victimes d'exclusion ».

Homophobie. Petite mobilisation samedi

La journée mondiale contre les homophobies a été marquée samedi par les associations LBTH de Brest, qui ont tenu des stands place de la Liberté. La manifestation, prévue à 18 h, n'a rassemblé qu'une soixantaine de participants.

Samedi, la manifestation n'a rassemblé qu'une soixantaine de personnes, place de la Liberté.



« À ceux, homophobes, qui répandent les haines, nous répondons égalité, diversité, éducation et tolérance ! Il y a un an, après des mois de lutte pour une égalité de droits, nous fêtons la promulgation de la loi autorisant le mariage et l'adoption pour tous. Depuis un an, le monde est toujours debout, la République ne s'est toujours pas effondrée, nos enfants naissent, grandissent et s'épanouissent en Bretagne et dans l'Hexagone », a déclaré, samedi, à 18 h, une représentante des associations LBTH (Lesbiennes, gays, bi, trans, hétéros) du Finistère en conclusion de la journée de mobilisation contre les homophobies, place de la Liberté. Plusieurs stands avaient été installés par les militants qui sont allés à la ren-

contre des Brestois, mais la manifestation qui a conclu la journée n'a attiré qu'une soixantaine de participants, pas plus que l'an passé.

Avoir un lieu identifié

« Nous rappelons les noms des homosexuels qui ont fait l'histoire. Avec notamment des extraits des poèmes de Michel-Ange à son amant. Même si cette journée s'est bien passée place de la Liberté, il n'est pas facile d'être gay à Brest, on essuie fréquemment des insultes. La loi est passée, on nous reconnaît le droit de fonder une famille mais sans nous en donner les moyens. Il faut toujours aller en Belgique ou en Espagne pour avoir des enfants », rappelle Yoann, président de Divers genres, l'une des associa-

tions du collectif LBTH de Brest avec Aides, West Up, le Planning familial, le syndicat étudiant Unef et la Ligue des droits de l'homme étudiante. Soutenu par la ville et la LMDE, ce collectif organisait la journée de samedi avec trois stands de sensibilisation installés sur la place. « La ville de Brest n'est qu'à la 29^e place en matière de lutte contre l'homophobie et nous demandons à la municipalité la création d'un lieu identifié pour le collectif LBTH ».

▼ Pratique

Prochain rendez-vous vendredi avec des lectures de textes LGBT, sous l'éponyme « Le long d'une vie », à 20 h à l'Espace Lcause, 4, rue Ernest-Renan, quartier Saint-Michel.

Hébergements tendances, vue sur mer, cadre luxuriant, restauration sur place, clubs enfants, animations, activités...

Vacances Coup de cœur

espace détente indoor eau à 29°

CAMPING-VILLAGE

LES MOUETTES

Carantec - Finistère

Tél. 02 98 67 02 46
www.les-mouettes.com

qelloh